

L'édito

De l'enjeu de l'acceptabilité sociale de la post-croissance

par Charles Duprez¹, Roberto Colin² et Zeynep Torun³

¹, ² et ³ - Équipe éditoriale de la revue



Comme il est coutume de le faire dans les articles académiques traitant des enjeux socioécologiques, nous pourrions, pour débiter cet éditorial, nous alarmer des plus récentes catastrophes socioécologiques. Mais ce qui nous interpelle davantage, pour reprendre les mots du secrétaire général de l'ONU, António Guterres, c'est la « pitoyable » réponse qu'ont à offrir nos sociétés modernes à ces problématiques, à savoir : du statu quo pour les tenants du business as usual ou de la croissance verte pour les plus téméraires. Pour davantage souligner notre errance collective, Guterres ajoute que ce sont les « yeux grands ouverts, avec bien trop de gens prêts à tout miser sur des vœux pieux, des technologies qui n'ont pas fait leurs preuves ou des solutions miracles » que nous nous précipitons vers le désastre (ONU, 2023).

Les données s'amoncellent, et pourtant peu de changements structurants sont observables au niveau économique ou institutionnel (Ripple et al., 2023). Nos sociétés modernes semblent corsetées dans une logique d'« écologie de production » présentée comme la quintessence de l'« audace » politique. Ainsi, pour la majorité des élites politiques et économiques contemporaines, il n'est pas question de diverger des sillons creusés par les réalisations et les promesses du modèle socio-économique capitaliste : l'écologie se doit d'être compatible avec la croissance économique, sans quoi elle ne sera pas.

C'est donc logiquement que la croissance verte a émergé comme la voie « pragmatique » de la nécessaire transition écologique de nos sociétés. Pour les tenants de ce nouveau « capitalisme responsable », il s'agit de miser sur les progrès techniques, pour tenter de découpler les bienfaits de l'économie de ses méfaits écologiques. C'est en cela que fleurissent des propositions techniques à grands coups d'électrification et de numérisation ; de normes comptables et financières vertes ; de labels écoresponsables ; ou encore de marché de compensations carbone, etc.

Néanmoins, face à la profondeur des stigmates creusés par plus de deux siècles de transformations issues des différentes révolutions industrielles, un nombre croissant d'acteurs sociaux appellent à rompre avec ces logiques productivistes. Une partie de ces critiques se focalisent sur ce que Latouche nomme les sociétés de croissance, soit :

des sociétés dans lesquelles la croissance déborde le cadre de l'économie et devient l'objectif premier du monde social et de la vie. Ainsi, affirme-t-il : « il ne s'agit pas de croître pour satisfaire les besoins reconnus, ce qui serait une bonne chose, mais de croître pour croître » (Latouche, 2015, p. 208). La croissance y est alors perçue comme faisant partie du naturel, du nécessaire et dotée d'une valeur intrinsèquement bonne (Lepesant, 2023).

S'y opposant frontalement, le courant de la décroissance propose une voie alternative par la « réduction de la production et de la consommation, planifiée démocratiquement pour retrouver une empreinte écologique soutenable, pour réduire les inégalités, pour améliorer la qualité de vie » (OPCD, 2022). Cette perspective formule une double critique à nos sociétés contemporaines. La première, « fonctionnelle », s'articule autour de l'impossibilité physique de la poursuite infinie de la croissance économique. Le fameux rapport « Halte à la croissance » du Club de Rome publié en 1972 (Meadows et al., 2013), ou encore l'approche par les limites planétaires (Rockström et al., 2009 ; O'Neill et al., 2018) en sont le parfait exemple. Elle s'attaque également à dénoncer les conséquences sociales de cette croissance, notamment au niveau de l'augmentation des inégalités (Raworth, 2018 ; Jackson et Victor, 2021). Plus exigeante, la seconde relève d'une critique « normative » qui vise à refuser la poursuite de la croissance infinie sous toutes ses formes (Lepesant, 2023 ; Abraham, 2019). Cette critique pose la question de la vie bonne et de ce qui vaut d'être vécue. Elle nous pousse à nous confronter à nos propres formes d'endoctrinements, en nous demandant en quoi il faudrait refuser la croissance tant bien même cette dernière résisterait à la critique fonctionnelle – ce qui n'est évidemment pas le cas.

Comme elle se présente, la décroissance serait une étape ; la condition vers l'émergence des sociétés « post-croissance ». C'est-à-dire un ensemble de différents futurs possibles – en dehors du paradigme de la croissance – qui « place la vie en société (et tout ce qui contribue à son maintien et son épanouissement) à l'intérieur des limites planétaires » (OPCD, 2022). La post-croissance pose ainsi une critique ontologique et normative du système d'organisation socio-économique capitaliste basé sur l'accumulation d'artefacts de production économique et l'exploitation

de flux toujours croissants de ressources énergétiques (fossiles, renouvelables ou nucléaires), matérielles (minerais, organiques) et humaines. La pérennité des écosystèmes et des sociétés passe par la détermination d'un horizon autre que celui de l'hypertrophie des indicateurs de création de valeur économiques (Méda, 2013). En cela, la post-croissance se propose comme une voie de sortie de l'impasse de la croissance verte, à la hauteur des exigences socioécologiques de notre époque (Ferguson, 2018 ; Rist, 2018 ; Parrique, 2019 ; Booth, 2020 ; Prophyl, 2021).

Toutefois, si ces projets de bifurcations impliquent des transformations radicales des institutions sociales en place, elles ne peuvent être socialement acceptées sans que l'enjeu de la cohésion sociale ne soit porté au cœur des réflexions. En témoigne, pour illustrer le péril que soulève cet enjeu, le phénomène de contestation croissante ces dernières années des décisions publiques, souvent attribué à un conflit de représentations politiques (Foessel, 2022 ; Gendron, 2014). Si la perte de légitimité des institutions, tant publiques que privées, alimente une réflexion profonde sur le renouvellement des formes de démocratie (Callon et al., 2001 ; Rosanvallon, 2011 ; Fung, 2015 ; Bourg et al., 2017), elle rend d'autant plus cruciale la prise en compte de ces aspects dans les projets de transition socioécologique. D'ailleurs, il est ici important de rappeler que le caractère démocratique et émancipateur de cette transition est au fondement même du projet de la post-croissance et de la décroissance (Abraham, 2019 ; Demaria et al., 2013 ; OPCD, 2022 ; Cosme et al., 2019 ; Parrique, 2019).

L'enjeu est de taille, puisqu'il s'agit de ne pas tomber dans une quête béate de consensus démocratique, ignorante des rapports de forces et de domination, sans, toutefois, faire fi de l'idéal démocratique. Le risque d'imposer une gouvernance technocratique qui prendrait des accents totalitaires, au nom de l'urgence de la situation, n'est en effet pas à exclure.

Se pose alors la question de l'acceptabilité sociale de la post-croissance et de la décroissance, terme que nous définissons ici au sens de Gendron (2014, p. 124) comme : l'« assentiment de la population à un projet ou à une décision résultant du jugement collectif que ce projet ou cette décision est supérieur aux alternatives connues, y compris le statu quo ». Cela implique, selon nous, l'exigence de reconnaître les controverses, les intérêts divergeants et les systèmes de valeurs antinomiques ; pour proposer, par des dispositifs démocratiques, un dépassement de ces situations. Ici, l'acceptabilité sociale doit être entendue davantage comme un processus, encadré dans un espace-temps donné et constamment réévalué, que comme un état figé. C'est une expérience de démocratie participative et continue qui implique de se sentir affecté et concerné par les prises de décisions sociétales. En reconnaissant la nécessité de comprendre les conséquences des actes posés dans la société, l'acceptabilité sociale vient politiser toute action exerçant une influence sur le monde social et écologique. Elle implique de la sorte la constitution de publics, au sens de Dewey[1] (1963, 2010), qui prennent une place active dans les processus décisionnels du devenir de nos sociétés. Ainsi considérée, l'acceptabilité sociale est une forme intensément plus démocratique que la représentation ou la participation

sous forme de consultation : les publics doivent eux-mêmes prendre part aux processus décisionnels et mener des expérimentations sociales pour définir collectivement le sens qu'ils souhaitent donner à leur existence. Les contestations et soulèvements, de plus en plus fréquents, d'une partie de la population mondiale en refus partiel ou total aux projets découlant des sociétés de croissance (Martinez-Alier, 2014 ; 2023) sont, selon nous, le symptôme de cette quête d'une prise de contrôle collectif sur nos existences.

Nous voulions alors, dans ce numéro spécial, offrir un espace dans lequel puissent fleurir des réflexions et des comptes rendus d'expérimentations qui nous permettent de dessiner les contours des sociétés post-croissances sous un angle particulier. Nous proposons donc de nous intéresser collectivement à la question de **l'analyse du rôle et de la construction de l'acceptabilité sociale de la post-croissance**. Ce numéro se compose de 16 textes et de 2 entretiens qui, chacun à leur manière, apportent une lecture riche d'enseignement sur les questions qui nous animent. Le grand nombre et la variété de textes reçus nous ont enclins à partager cette revue en trois différents blocs.



Dans un premier temps, le premier bloc articule une lecture théorique de la post-croissance, au travers d'une série de concepts philosophiques et politiques. Le texte de Burdalski propose ainsi d'explorer les liens qui unissent nos affects – notamment la joie et la tristesse – aux promesses du capitalisme, et la possibilité d'en produire de nouveaux qui soient liés à la post-croissance. S'appuyant sur leur Manifeste de l'Éveil (un travail d'envergure qui propose les bases théoriques d'une refonte de notre ordre civilisationnel) – le texte de Fontan, Klein et Schendel formule des points de balises éthiques et politiques pour expérimenter l'engagement dans de nouveaux chemins de dépendance, loin de la quête de progrès perpétuel promise par les sociétés de croissance. Vient ensuite le texte de M'Bama qui, s'appuyant sur les écrits de la philosophe Simone Weil – notamment ses concepts de « personne » et d'« ascèse » –, réactualise la pensée de la limitation des besoins comme voie de sortie au capitalisme et au croissancisme. Enfin, le texte de Creux-Martelli et Yates apporte un éclairage complémentaire sur les limites de l'« approche d'efficacité » par des gains technologiques, en prenant le cas de l'industrie de la mode. Ainsi, face à l'incapacité de cette approche à réduire les impacts négatifs sur la société et sur l'environnement de cette industrie, les autrices lui opposent le concept de « suffisance », plus à même d'assurer la soutenabilité de la société.

À la suite de ces quatre textes, nous poursuivons avec un entretien accordé par Yves-Marie Abraham, figure

québécoise de la décroissance et professeur à HEC Montréal. Mettant un point d'honneur à démystifier certains éléments de langage, Abraham présente la décroissance comme une alternative crédible pour faire face aux crises écologiques, sociales et anthropologiques inhérentes à l'organisation socio-économique dominante. Loin des discours sur le développement durable, il fait de la décroissance une voie d'émancipation, tant pour les pays dits du « Nord » que les pays dits du « Sud ».

Dans un second bloc de six textes, nous faisons état de pratiques et d'engagements politiques, notamment au Québec et en France, qui viennent interroger les fonctionnements de nos sociétés par l'expérimentation de nouvelles manières d'habiter ce monde. Le texte de Beranger revient ainsi sur l'expérience d'un écohameau situé dans l'ouest de la France. Il examine la notion de « communautés alternatives écologiques » et met en lumière les lignes de tensions de ces nouvelles formes d'organisations avec les institutions en place, mais aussi le caractère hétérogène de ces points de rencontre frictionnels. Toujours en lien avec l'expérimentation de nouveaux récits d'occupation de l'espace, mais cette fois dans l'Est montréalais, le papier de Brethorné propose une analyse de la danse et de l'organisation de fêtes clandestines. Il témoigne ainsi de la diversité que peuvent prendre les modes de résistance au modèle capitaliste et à son penchant naturel à intégrer chaque plan de la vie sociale pour y désamorcer toute critique. S'en suit le texte par vignettes autoethnographiques de Ferrant, Lacroix, Ferrant et Ferrant qui offre une réflexion – que nous trouvons originale dans son format – sur les dégradations constatées de notre monde, ainsi que sur la transformation, certes longue, mais profonde, des valeurs au sein d'une même famille, face à cette crise.

Après cela, Simon tisse une lumineuse analyse sur le lien entre la religion et l'écologie. Il développe, pour ce faire, le concept de « conversion écologique » présenté comme une manière d'articuler la sphère individuelle et privée du soi, et la sphère collective et publique du monde. C'est un appel à une reconfiguration des fondements éthiques et des représentations pour aller vers la post-croissance. Partant d'une captivante enquête de terrain, l'écrit de Rhodes rapporte ensuite un projet d'exploration interurbaine non loin de la ville de Marseille. Dans ce récit ethnographique, il montre comment faune et flore jaillissent dans les interstices des milieux urbains, et comment des groupes s'aventurent par ces découvertes dans la post-croissance, un pas après l'autre. Enfin, pour clôturer ce bloc, les sœurs Coquerel stimulent une riche réflexion, sous forme de roman graphique, sur la perspective de subsistance, vue du centre-ville. Elles mettent notamment à l'honneur les travaux de Federici ou encore de Bennholdt et Mies.

Avant de conclure avec la dernière série de texte, une interview avec la sociologue et professeure à l'UQAM Corinne Gendron aborde des éléments de réflexions sur la place des élites dans cette transition. Elle soulève que les écoles de gestion ont une responsabilité et un rôle particulièrement important dans la redéfinition de l'économie et de la société.

Le troisième et dernier bloc de texte amène des réflexions diverses sur les implications de la post-croissance,

notamment en fonction des espaces dans lesquels elle se discute et s'incarne. Dans son article, Tichit expose une expérience pédagogique d'écriture d'écofictions dont le but est de faire travailler les étudiantes et étudiants sur leurs imaginaires pour rendre la post-croissance désirable. Son texte vient enrichir les méthodes pédagogiques dont nous disposons pour enseigner ces sujets souvent délicats. En dehors des salles de classe, c'est dans l'espace de travail qu'Estagnasié nous amène ensuite pour s'interroger sur la manière dont nous y percevons le temps. L'autrice nous invite alors à déconstruire notre rapport au temps de travail pour dresser les prolégomènes d'un slow work durable, hors du temps de l'horloge et plus axé sur le vécu. La post-croissance soulève des enjeux différents en fonction des publics qu'elle concerne, de l'espace temporel, mais aussi de l'espace géographique comme nous le montre le texte de Kasi Anwarite qui revient sur l'enjeu des besoins en infrastructures et d'acceptabilité sociale de ces dernières en contexte de zone de conflit en République Démocratique du Congo. Enfin, cette revue se clôt par une courte balade métaphysique dans laquelle Gorcy nous enjoint à lâcher prise pour embrasser une forme de chaos, propice à l'accouchement de nouvelles manières d'être au monde.

Les perspectives développées dans ce numéro spécial reflètent la diversité et la richesse des approches que soulève un tel sujet. Nous espérons que ces lectures sauront encourager de nombreuses réflexions et ouvrir des discussions autour de l'acceptabilité sociale de la post-croissance. Nous vous souhaitons une bonne lecture. •

¹ Les publics chez Dewey représentent un ensemble de personnes capables de former des jugements sur une situation et de les manifester, sur la base d'un plein accès aux données concernant cette situation.

Bibliographie

- Abraham, Y.-M. (2019). Guérir du mal de l'infini. Produire moins, partager plus, décider ensemble. Écosociété.
- Booth, D. (2020). Achieving a post-growth green economy, the journal of population and sustainability, 5(1), 57-75.
- Bourg, D., Augagneur, F., Blondiaux, L., Cohendet, M.-A., Fourniau, J.-M. et François, B. (2017). Inventer la démocratie du XXI^e siècle: l'Assemblée citoyenne du futur. Les Liens qui libèrent.
- Callon, M., Lascombes, P. et Barthe, Y. (2001). Agir dans un monde incertain: essai sur la démocratie technique. Seuil.
- Cosme, I., Santos, R. et O'Neill, D. W. (2017). Assessing the degrowth discourse: A review and analysis of academic degrowth policy proposals. Journal of Cleaner Production, 149, 321-334.
- Demaria, F., Schneider, F., Sekulova, F. et Martinez-Alier, J. (2013). What is degrowth? From an activist slogan to a social movement. Environmental values, 22(2), 191-215.
- Dewey, J. (1963). Liberalism and social action. Capricorn Books.
- Dewey, J. (2010). Le public et ses problèmes. Gallimard.
- Ferguson, P. (2018). Post-growth politics: a critical theoretical and policy framework for decarbonisation. Springer.
- Foessel, M. (2022). Démocratie. Dans D. Fassin, La Société qui vient. Seuil.
- Fung, A. (2015). Putting the public back into governance: The challenges of citizen participation and its future. Public administration review, 75(4), 513-522.
- Gendron, C. (2014). Penser l'acceptabilité sociale: au-delà de l'intérêt, les valeurs. Communiquer. Revue de communication sociale et publique, (11), 117-129.
- Jackson, T. et Victor, P. A. (2021). Confronting inequality in the "new normal": Hyper-capitalism, proto-socialism, and post-pandemic recovery. Sustainable Development, 29(3), 504-516.
- Latouche, S. (2015). Une société de décroissance est-elle souhaitable ?. Revue juridique de l'environnement 40, 2205-10.
- Lepesant, M. (2023). Régime de croissance. La maison commune de la décroissance. Récupéré de <https://ladedcroissance.xyz/2023/01/24/regime-de-croissance/>
- Martinez-Alier, J. (2014). L'écologisme des pauvres: une étude des conflits environnementaux dans le monde (Institut Veblen). Les Petits Matins.
- Martinez-Alier, J. (2023). Environmental conflicts and the making of world movements for environmental justice. Economia Politica, 40(3), 765-779.
- Meadows, D. H., Meadows, D. L. et Randers, J. (2013). Les limites à la croissance (dans un monde fini) : le Rapport Meadows, 30 ans après. Écosociété.
- Méda, D. (2013). La Mystique de la croissance : comment s'en libérer. Flammarion.
- Méda, D. (2021). Une société post-croissance est-elle possible ? Revue du MAUSS, 57(1), 69-73.
- O'Neill, D. W., Fanning, A. L., Lamb, W. F. et Steinberger, J. K. (2018). A good life for all within planetary boundaries. Nature sustainability, 1(2), 88-95.
- ONU. (15 juin 2023). Press Conference by Secretary-General António Guterres at United Nations Headquarters. United Nations. Récupéré de <https://press.un.org/en/2023/sgsm21840.doc.htm>
- OPCD. (2022). Charte des valeurs de l'Observatoire de la Post-croissance et de la décroissance (OPCD). <https://opcd.co/observatoire/charte/>
- Parrique, T. (2019). The political economy of degrowth. Economics and Finance [Université Clermont Auvergne ; Stockholm université]. <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-02499463>
- Prophil. (2021). Entreprise & Post-croissance : réinitialiser nos modes économiques, comptables et dgouvernance (3). Prophil. www.prophil.eu/publications
- Raworth, K. (2018). la théorie du donut - l'économie de demain en 7 principes. Plon.
- Ripple, W., Wolf, C., Gregg, J., Rockström, J., Newsome, N., Law, B., Marques, L. et al. (2023). The 2023 state of the climate report: Entering uncharted territory. BioScience.
- Rist, G. (2018). La tragédie de la croissance. Presses de Sciences Po.
- Rockström, J., Steffen, W., Noone, K., Persson, Å., Chapin, F. S., Lambin, E. F., Lenton, T. M., Scheffer, M., Folke, C. et Schellnhuber, H. J. (2009). A safe operating space for humanity: nature, 461(7263), 472-475.
- Rosvall, P. (2011). La société des égaux. Seuil.